



# les événements

Il est difficile de démêler dans l'écheveau des événements leur importance réelle, leur sens, et d'en tirer des perspectives, même relativement proches. Les manœuvres du gouvernement, sur tous les plans ( Algérie, Intérieur, et international) le jeu correspondant des organisations (partis et syndicats) en France, celui du F.L.N. et de l'O.A.S. en Algérie et en France, les réactions latentes ou ouvertes des différentes couches sociales en France (paysans, travailleurs, étudiants) aux conséquences conjointes de l'évolution du capitalisme et de la poursuite de la guerre les positions politiques motivées ici même par les péripéties de la lutte entre les deux blocs, tout cela créé une situation bien confuse. La situation capitaliste en France subit en ce moment même des transformations profondes: c'est le sens de ces transformations que nous devons essayer de dégager à travers les bouleversements qui atteignent tout depuis les structures de l'Etat, jusqu'au comportement des individus. Il faut essayer de dépasser les réactions "sentimentales" à l'aspect superficiel des faits ; les jugements en fonction des idées personnelles pour tout replacer à sa juste valeur dans l'évolution de la société.

Sur les manifestations d'Algériens à PARIS: beaucoup a été dit, tant sur leur aspect politique que sur la condition présente de ces travailleurs en France. On ne répétera jamais assez autour de nous les exactions de toutes sortes de la police qu'ils subissent, leur vie misérable, combien le couvre-feu était une atteinte à leurs libertés les plus élémentaires, privant beaucoup en fait de leur travail.

Ce mouvement a secoué toutes les couches sociales en France, d'une manière profonde, même si aucune réaction apparente ne s'est produite. Pour les classes moyennes effarées, les Algériens ce n'était plus de l'autre côté de la mer une petite guerre que d'autres faisaient, ce n'était plus des travailleurs relégués dans des banlieues ou des quartiers fermés, voilà qu'ils descendaient dans la rue troubler ceux qui allaient en toute quiétude au cinéma, au théâtre, voilà qu'ils remplissaient les colonnes des journaux, et les interviews de la radio, avec les détails de leur vie, traquée et misérable: on ne pouvait plus les ignorer et cela troublait les "bonnes consciences".

Mais d'autres observations s'imposent:

- la police a pu se livrer en quelques heures, pratiquant à l'assaut de tous, et sans aucune réaction des travailleurs à une opération de style "rafle" et déportation, et la maintenir pendant huit jours avant que la presse commence à faire des "révélations" et certains organismes ou personnalités à intervenir.

- quelle valeur donner à cette opération "politique" tant pour le FLN que pour le gouvernement? Chacun peut faire des suppositions: ce qui est certain c'est que dans les jeux intercroisés des adversaires en guerre, au moment où ils parlent de négociations, la vie des hommes ne pèse pas grand'chose.

Curieusement, les partis et les syndicats semblent considérer la guerre d'Algérie comme terminée et n'agissent présentement qu'en fonction d'élections prochaines et d'un retour sur la scène politique. La nécessité de faire bloc contre l'UNR et De Gaulle, les amène à se regrouper en "opposition" (de sa majesté) et à exploiter (sinon à les attiser un peu) les réactions des différentes couches sociales (paysans, travailleurs).

# Les travailleurs en France

## LES GREVES d'AUTOMNE:

Il n'y a aucun changement dans la tactique des organisations syndicales c'est l'attentisme qui couvre pratiquement le gouvernement De Gaulle, mais qui essaie en même temps de tirer profit de tout mouvement pour l'exploiter sur le plan politique.

On retrouve en conséquence les grèves tournantes et les journées d'action. Cependant, même dans cette tactique de diversion, les syndicats ont été contraints, sous la pression de la base, de donner une ampleur plus grande aux mouvements: au lieu des petites grèves d'une heure, ce sont souvent des arrêts de 24 heures. Mais par contre ils réussissent à maintenir un cloisonnement entre toutes ces actions, pour éviter au pouvoir les dangers d'une action généralisée.

La distance entre les directions syndicales et les travailleurs peut se mesurer à la dédramatisation d'un dirigeant des cheminots (citée par France-Observateur du 19/10/61) :

"Cette fois, je ne sens absolument pas le climat; il est possible que la grève soit un échec total, mais il est également possible qu'elle prenne une allure violente".

Sur cette toile de fond des luttes tenues en mains par les centrales, il y a les conflits isolés mais révélateurs d'une combativité dans laquelle les organisations n'ont souvent aucune part:

### - grèves pour les salaires dans de petites entreprises:

- 12 jours aux chaussures André à Pantin (300 ouvriers)
- 10 jours à Electrogal à La Courneuve
- 10 jours au Carbone Lorrain, à Gennevilliers (110 ouvriers)
- 12 jours dans une filature près de Rouen
- 400 grévistes au Bronze industriel, à Bobigny
- 14 jours chez Andax à Montreuil (230 ouvriers)

Le paradoxe apparent, c'est que dans la plupart de ces entreprises, il n'y avait pas de sections syndicales. Comme l'écrit l'Humanité du 27/9/61, à propos d'Electrogal: "Ouvriers et ouvrières ne sont pas disposés à se laisser faire. Ils ont décidé dans l'immédiat de créer une forte section syndicale C.G.T."

### - grèves contre les mesures "d'aménagement" du capitalisme

- à Lille, chez Massey-Ferguson (tracteurs)
- à Villerupt (Meurthe-et-Moselle) où pour protester contre la fermeture d'une mine de fer, les mineurs font la grève sur le tas au fond de la mine; cette occupation est significative de la combativité des travailleurs, et son retentissement en Lorraine paraît très grand.

- grève des 5.000 dockers de Marseille

qui depuis plus de 15 jours refusent de faire des heures supplémentaires pour obtenir un horaire de 8 heures normales par jour avec un salaire de base quotidien de 2.500 Frs.

O.M.E.R.A., environ 700 ouvriers (lettre d'un camarade)

"travaille uniquement pour l'armée de l'air "Radar, photo, radio". Il y a cinq ans, seul un syndicat avait de la force, la C.G.S.I., syndicat indépendant, que tout le monde connaît...; mais depuis, la C.G.T. a pris progressivement de la puissance et a obtenu aux dernières élections toutes les voix. Des camarades peu combatifs, en grande majorité qui n'ont jamais fait de grands mouvements, pour ne pas dire rien, une faible proportion de syndiqués à la C.G.T. et presque pas à la C.G.S.I.

"Au retour des vacances, certains fraiseurs ont exprimé leur mécontentement au point de vue salaires, mais un jour l'équipe voulait se battre, et le lendemain, ne le voulait plus; déjà une faute de la C.G.T. qui n'a pas poussé le feu. Donc le travail vient de deux ou trois fraiseurs (aucun fraiseur syndiqué à la CGT un seul à la CGSI), mais dès le début, faible pourcentage pour la lutte directe, un fraiseur a eu l'idée (qui a plu beaucoup) de faire une pétition qui recueillerait les signatures et ferait part du mécontentement général; tout le monde a signé dans les ateliers, mais comme il fallait s'y attendre, cela n'a rien donné. Alors les plus combatifs des fraiseurs ont réussi après pas mal de difficultés, à faire débrayer l'équipe qui est allée voir d'abord les délégués CGT, ensuite le chef d'atelier; celui-ci ne voulait pas discuter avec les fraiseurs; alors l'équipe est sortie dans la cour et les délégués ont parlementé avec le chef d'atelier; certains tourneurs voulaient faire grève avec nous, les délégués n'ont pas voulu, prétextant que les tourneurs n'étaient pas "préparés" et pas avertis. Ceci est exact, car cette grève a été très rapide et spontanée, le débrayage a duré 1/4 d'heure et le travail a repris, mais les discussions allaient bon train, surtout chez les tourneurs.

"Le lendemain matin, un vendredi, après bien du mal, les tours ont eux aussi débrayé, comme les fraiseurs, à 100%. Le chef d'atelier a été plus calme, mais plus dur, il ne voulait pas discuter et prétendait même, si le travail ne reprenait pas, renvoyer pour toute la journée tous les tourneurs; mais le délégué a freiné sa colère en disant que tous les fraiseurs partiraient par solidarité et c'était vrai. Le chef du personnel est arrivé très vite et a dit qu'il ne voulait rien voir, que ces mouvements là n'avaient pas d'importance pour la direction et que rien ne changerait.

"Dans la soirée une note de service rappelait que la prime de fin d'année était gracieuse: cela a fait peur car les chaudronniers, qui le lundi devaient débrayer ne l'ont pas fait, mais aussi parce qu'ils avaient appris que la direction donnait pour les P 2 chaudronniers 20 frs de l'heure. La semaine suivante le bruit courait d'une rallonge prochaine et effectivement à partir du 1<sup>er</sup> octobre, tout le monde a été augmenté de 10 ou 15 frs del'heure. La Direction avait certainement en vue une prochaine augmentation, mais seulement si le climat les forçait à le faire. Je crois aussi qu'elle ne s'attendait pas à ce mouvement rapide et surtout jamais vu ici. On peut remarquer le manque de travail CGT et autre, à répandre la grève qui n'aurait pu tenir longtemps à une petite équipe, si courageuse soit-elle; et aussi le manque de contacts entre ouvriers."

RENAULT: ESPERER ou CHOISIR (extrait de Voix Ouvrières- Dt 57- N° 112)

" Lorsque les nouvelles voitures qui commencent à se balader passent auprès de nous, on entend souvent : "elle n'est pas jolie, mais elle est pratique, Pourvu qu'elle se vende. " Il y a là une fâcheuse tendance à considérer que le maintien ou l'amélioration de notre standing dépend du succès commercial des marchandises que nous produisons. Si c'est l'intérêt de Monsieur Dreyfus d'essayer de nous faire croire que notre situation dépend de ses bonnes affaires, il est stupide de notre part de le croire. Les syndicats ont montré que notre pouvoir d'achat était de 13% en retard sur 1955. Depuis 1955 on a toujours vendu des voitures et 1960 qu'on nous a présenté comme une année mauvaise a battu tous les records de production et de ventes.

" Si nous savions vendre notre travail aussi bien que la Direction sait vendre les voitures, qu'elle nous fait faire, nos conditions de vie seraient autrement élevées. Car nos salaires ne dépendent pas de la capacité de la direction à vendre des voitures, ils dépendent de notre capacité à nous faire payer notre travail. Et notre capacité à faire aboutir nos revendications dépend en grande partie du choix du moment pour engager la lutte. Or actuellement le moment serait particulièrement bien choisi pour agir. La direction a besoin de nous et espère s'en tirer en affichant la prime avec un gros chiffre qui est inférieur aux trois petits chiffres de l'and dernier.

" La direction a montré qu'elle savait choisir le moment où " ça n'allait pas très bien" pour nous serrer la vis et diminuer nos salaires. Si nous laissons passer le moment "où ça va mieux", sans exiger notre dû, il nous restera "l'espoir" des prochains licenciements et des prochaines diminutions de salaires. "

JEUMONT: lettre d'un camarade:

"... Il y a quelques jours, le patronat a émis une circulaire demandant aux ingénieurs de jouer le rôle de flic dans la boîte, chacun son tour. On lira le détail dans le tract ci-joint. J'ai parlé de cela avec deux ingénieurs qui m'ont dit que tous les ingénieurs auraient refusé ce "travail ignoble". Mais il semble qu'à JEUMONT (Nord) où se trouve la maison mère, les gens ont marché. Je ne sais pas si cela est vrai. "

Extrait du tract commun à tous les syndicats:

"... objet de la note: "ingénieurs de semaine", vous remarquerez que la qualification d'ingénieurs de semaine est par elle-même tout un programme.

" L'ordre de service en question impose donc l'organisation suivante:

" Les ingénieurs de semaine ont pour mission essentielle de secourir la direction dans la tâche du maintien d'une nécessaire discipline de travail parmi le personnel, et cela notamment lorsque les conditions de travail de ce dernier ont pour effet de rendre difficile ou pratiquement impossible le contrôle des chefs hiérarchiques directs.

"Il en est ainsi en particulier:

- lors des prises et cessation de travail, compte-tenu des différents horaires existants

- en cas de travail en dehors des heures ou des jours habituels

- en cas d'absence des chefs directs.

Mais d'une manière générale leur intervention peut-être demandée dans tous les cas, où les chefs de service ou le Directeur désirent procéder à des contrôles que les circonstances les empêchent d'effectuer personnellement.

En règle générale, les ingénieurs de semaine doivent se limiter essentiellement à des constatations dont ils doivent rendre compte objectivement et sans commentaires, telles que :

- nombre et identité des personnes présentes en un lieu donné à une heure donnée, ou  
nombre et identité des personnes arrivant en un lieu donné après une heure déterminée.

Ils leur appartiendra de signaler toutefois d'eux-mêmes tout manquement évident à la discipline, ou à la tenue dont ils auront été témoins.

Les différentes missions à effectuer dans la semaine seront fixées à l'ingénieur de semaine, soit toutes ensemble dès la fin de la semaine précédente, soit successivement, au fur et à mesure des missions à exécuter.

L'ingénieur de semaine doit rendre compte des constatations faites au plus tard dans les 24 heures et par écrit.

Ce compte rendu doit être remis au secrétariat de direction sous pli fermé, adressé personnellement au directeur. "

Les commentaires des syndicats n'essaient pas de mettre en cause la fonction du cadre et de la hiérarchie qui est pour moitié au moins de faire "régner la discipline": ils ne contiennent que de la littérature sur la délation, le mouchardage, et à la fin le coup de chapeau à la hiérarchie sous cette phrase :

" ensemble, cadres, maîtrise, techniciens, employés, ouvriers, nous imposerons le retrait définitif de ces dispositions scandaleuses " ( comme on descend bien l'échelle sociale).

#### PROMOTION SOCIALE:

aux usines Renault. Différents journaux signalent: "tous les ouvriers professionnels 3<sup>e</sup> catégorie (les P.3.) qui constituent la catégorie supérieure des ouvriers professionnels, vont bénéficier à la Régie Renault du statut du personnel mensuel (employés, techniciens ou cadres) sous la seule condition d'avoir une année d'ancienneté. Tous les P.2. ( la catégorie immédiatement inférieure) ayant quinze années d'ancienneté deviennent "agelément "mensuels". De plus chaque trimestre, le contingent des P.2. qui accédera au statut mensuel, du fait de son ancienneté, se trouvera augmenté de 10% par une promotion complémentaire au choix. Ces mesures intéressent actuellement environ 3000 personnes (sur 40.000 travailleurs).

Il faut rappeler que le statut mensuel était déjà accordé en fonction de la convention d'établissement en vigueur, à tout membre du personnel, quelle que soit sa qualification, ayant trente années d'ancienneté".